

# L'heure de vérité

## Compte rendu SNJ du CSE extraordinaire

À l'unanimité, les élus du CSE Siège avaient réclamé une réunion extraordinaire pour que le directeur de l'information vienne expliquer, s'expliquer. Objet des débats, le nouveau 20 H. Nouveau et surtout XXL. Presque une heure, en fonction des dires des uns et des autres. On va arrondir à 53 minutes, hors "JT météo climat".

Mais au SNJ, il n'y a pas que le 20 H dans la vie, c'est pourquoi dans notre liminaire, nous avons insisté sur l'avenir de la partie France 3 *national* dans les journaux régionaux. [Lire ici.](#)

Concernant donc le nouveau 20 H, les élus avaient déjà été agacés par l'annonce improvisée de ce nouveau format puisque lorsque le nouveau rédacteur en chef avait été nommé avant les Jeux olympiques, il n'était pas question de cette durée d'une heure. C'est en septembre, lors de la conférence de presse de rentrée, que nous l'avons appris. Le directeur de l'information reconnaît qu'il aurait pu nous informer en amont, mais que tout s'est fait un peu dans la précipitation, même s'il admet que ce projet était en discussion depuis plusieurs semaines.

Mais bon... Vient ensuite la question de la durée réelle de ce 20 H. Une heure, c'est le global, le journal en tant que tel est autour de 53 minutes si on se fie au conducteur de cette semaine (19H58/20H51), et probablement 49 ou 50 minutes dès le 30 septembre. Une communication donc pour faire effet à l'extérieur, même si la première parade de TF1 a été de prolonger légèrement son journal du soir.

Coté contenu. Le directeur s'est félicité de pouvoir enfin mettre un 20 H d'une telle durée à l'antenne. Les élus ne contestent en aucun cas ce temps d'antenne supplémentaire. Mais le SNJ rappelle que



dans le même temps, nous avons perdu sur France 3 près d'une heure d'info par jour avec la suppression des éditions nationales, après celle du Soir 3 il y a maintenant cinq ans...

Plus de temps pour varier les formats, pour aller sur des domaines où le 20 H allait peu ou pas du tout (sciences, politique, entre autres). Espérons aussi que le besoin de main d'œuvre mettra fin définitivement au casting qui perdure, même si le directeur de l'information rappelle qu'il a agi sur certains dossiers individuels pour relancer des journalistes maltraités. On peut le reconnaître, même s'il faudrait un changement complet de logiciel pour que personne ne se sente exclu des éditions de France 2.

Les manques de moyens humains, par exemple pour le 13 H, sont passagers, nous dit-on. Cela est lié aux vacances (bien méritées) de celles et ceux qui ont participé à l'effort olympique et paralympique.

Pour autant, le SNJ a rappelé que la perte de nombreux postes de journalistes ces dernières années n'est toujours pas compensée en valeur absolue, et à ce propos, nous demanderons un point précis, lors d'un Comité Social et Économique sur ce même nouveau 20 H en janvier 2025, a priori.



Reste une question que le SNJ a posée à plusieurs reprises lors des débats. 55 minutes d'information, ce n'est pas qu'une alternance de formats. Cela doit être aussi une autre manière de faire vivre l'information. Le pluralisme des points de vue, qui a manqué pendant les derniers scrutins, pour ne citer qu'un exemple. Ce pluralisme doit prendre toute sa place, pour nourrir l'exemplarité du service public. Il faut en finir avec ce traitement partial de certains éditorialistes, par exemple, qui ont fait campagne contre le Nouveau front populaire sur toutes nos antennes. La direction avait à l'époque préféré écarter des journalistes parce qu'ils avaient signé une tribune s'inquiétant du danger pour la liberté d'informer en cas d'arrivée au pouvoir du RN. Une différence de traitement scandaleuse.

Nous nous reverrons donc en janvier pour faire le point sur cette nouvelle édition, analyser la charge de travail qu'elle a entraînée, les moyens alloués aux uns et aux autres, et la bonne tenue de ce nouveau 20 H.

Les élus ne se prennent pas pour les rédacteurs en chef de ce journal, en revanche, ils sont les porte-voix de ceux qui les fabriquent au quotidien. Et dans ce cadre-là, le dialogue social n'est pas une option

Paris, le 30 septembre 2024